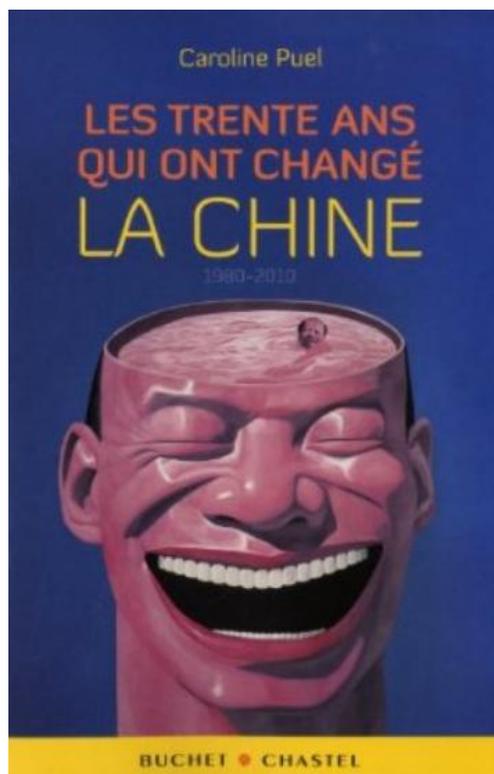


<http://www.amazon.fr/ans-qui-chang%C3%A9-Chine-1980-2010/dp/2283024161>



En l'espace de trente ans, le visage de la Chine s'est totalement modifié.

De l'Empire communiste exsangue qui comptait ses plaies à la mort de Mao, après plus d'un siècle et demi de troubles, elle est devenue en ce début de XXI^e siècle la troisième puissance économique mondiale et sera sans doute la première avant 2020.

Elle retrouve de ce fait un rang qui fut le sien dans le passé, mais cette fois dans le contexte nouveau de la mondialisation.

Quelles ont été les étapes et les hommes qui ont permis ce changement ? Ce livre très « pédagogique » retrace année après année les événements clés qui expliquent cette « émergence pacifique » de la Chine d'aujourd'hui. L'auteur nous fait partager sa connaissance intime du pays en mêlant histoire culturelle, sociale et politique.

Année par année, un récit imagé et pédagogique des événements qui ont fait la Chine d'aujourd'hui.

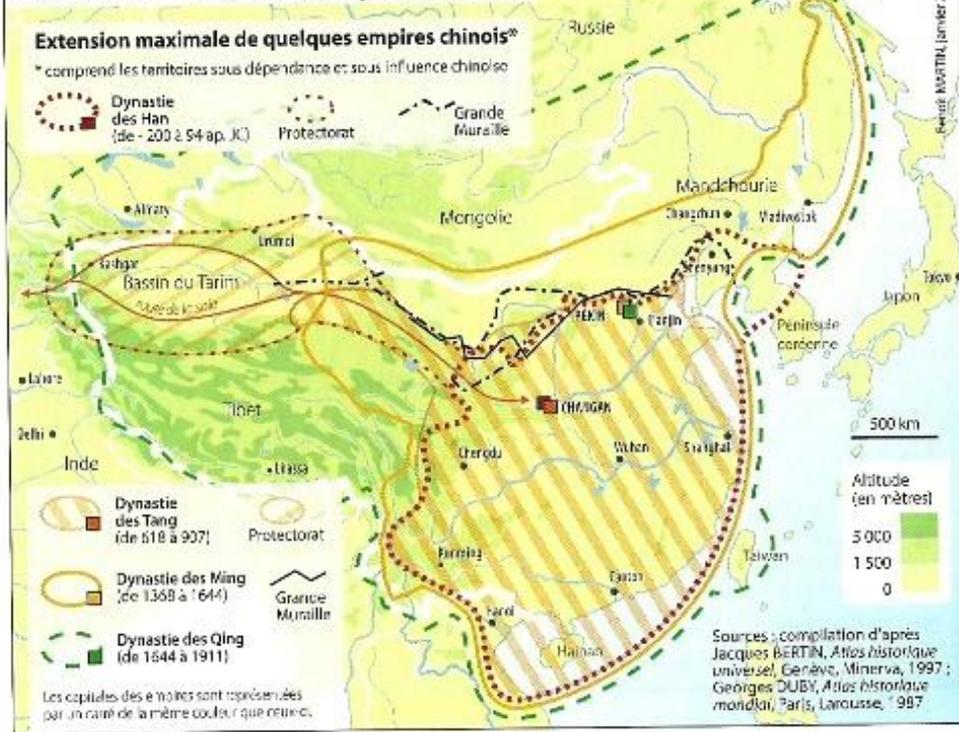
Biographie de l'auteur

Journaliste et écrivain, voilà près de trente ans que Caroline Puel sillonne la Chine.

Née en 1963, elle a fondé le bureau de libération en Chine et celui du Point dont elle est toujours la correspondante, et enseigne à Sciences-Po Paris.

Elle a reçu le **prix Albert Londres en 1997** pour ses reportages sur la Chine.

Plusieurs millénaires d'empires chinois



2. Évolution des frontières de l'Empire chinois selon les siècles.

Occupation étrangère de la Chine, première moitié du XX^e siècle



3. L'Empire Mandchou sous pression des puissances étrangères.

Les autorités centrales se sentent donc prises entre deux feux. Depuis son arrivée au pouvoir en 2003, le gouvernement s'est illustré dans le soutien officiel aux laissés-pour-compte des réformes et victimes de désastres, dans l'idée de calmer les tensions nées des inégalités sociales. Pas question donc de soulever davantage l'ire des ouvriers. Alors qu'approche la grande transition politique de 2012, Pékin redoute plus que jamais les risques de révolte sociale qui pourraient mettre à mal le régime. C'est dans cette logique que le Premier ministre Wen Jiabao s'est exprimé le 15 juin, demandant aux responsables locaux, aux employeurs et à toute la société de « traiter les jeunes travailleurs migrants comme leurs propres enfants ».

Mais pour autant les autorités chinoises ne veulent pas voir fuir vers leurs voisins les investisseurs étrangers qui ont largement contribué au décollage économique chinois. Le 19 juin, le ministre du Commerce chinois Chen Deming s'efforce de relativiser les grèves. « Ce sont des événements isolés, déclare-t-il à Phénix, la chaîne de télévision de Hong-Kong. Nous voulons assurer les ouvriers qu'ils obtiendront une augmentation de salaire appropriée, mais nous voulons également veiller à ce que les entreprises aient la capacité de supporter le poids de ces augmentations. »

Avec cette vague de grèves du printemps et de l'été 2010, la Chine franchit une étape clé dans son processus de développement économique. Si elle veut éviter l'explosion sociale, l'« usine du monde » et les investisseurs étrangers sont obligés de revoir leur modèle et leur stratégie. Il leur faudra désormais prendre en compte de manière autrement plus conséquente le coût du travail dans leurs études de rentabilité et la condition humaine de ces coolies des temps modernes.

Un climat social très lourd

À l'automne 2010, le calme est revenu dans les usines, mais un mécontentement larvé reste perceptible dans la société. Les motifs de frustration, de rancœur ou d'inquiétude ne sont plus les mêmes. Les ouvriers ont accepté de se remettre au travail, par peur d'être sanctionnés et de perdre définitivement leur travail, mais continuent de trouver leurs salaires trop bas. Une grande partie de la population a subi une perte importante de son pouvoir d'achat au cours des mois qui viennent de s'écouler. En dépit de la volonté

gouvernementale d'améliorer la situation, plusieurs incidents mettent encore une fois en lumière l'incurie de responsables locaux. Une nouvelle affaire de lait « enrichi », cette fois aux hormones, anime la Toile pendant l'été. Début août, trois petites filles de la ville de Qingdao au Shandong, âgées de quatre à quinze mois, développent des symptômes de puberté ultraprécoce après avoir ingurgité du lait infantile de la marque Synutra. Les autorités locales refusent de mener des tests de qualité, mais le ministère de la Santé s'empare du dossier et le 15 août, après avoir demandé des examens en laboratoire, conclut à l'innocuité des produits Synutra. L'entreprise s'engage à établir un fonds de recherche doté de 10 millions de yuans pour mener des études sur la puberté précoce. Mais les parents de nourrissons s'inquiètent une nouvelle fois. Plus personne n'a vraiment confiance dans les produits lactés chinois et tous ceux qui le peuvent achètent des laits importés.

En dépit des annonces triomphales, la pollution est repartie de plus belle dans les grandes villes et le nombre des nouvelles acquisitions de véhicules, qui fait tourner l'industrie automobile, se fait de plus en plus sentir sur les routes. Plus de quatre millions de voitures sont désormais immatriculées dans la capitale ! À deux reprises en septembre, par temps d'orage, Pékin se fige, un vendredi soir, en un immense bouchon. Les conducteurs mettent plusieurs heures pour parcourir quelques kilomètres. Le 18 septembre, une photo de l'immense file fait même la une des journaux...

Les expulsions brutales se poursuivent pour de nouveaux programmes immobiliers, davantage à présent dans les villes de province dites de second rang (cinq à dix millions d'habitants) ou même de troisième niveau (plus d'un million d'habitants). Les jeunes diplômés ont toujours le plus grand mal à trouver un premier emploi, comme en témoignent les foules qui accourent aux concours administratifs ou s'engagent dans l'armée, qui a ouvert ses rangs depuis 2009 aux étudiants de l'enseignement scientifique supérieur pour améliorer le niveau qualitatif de ses troupes.

Les classes privilégiées de la nouvelle bourgeoisie ou les enfants de hauts dirigeants perçoivent de manière diffuse ce bouillonnement, les décalages de niveaux de vie, le ressentiment de plus en plus marqué à l'égard des riches et s'inquiètent. Beaucoup d'entre eux consolident leurs avoirs à l'étranger : comptes bancaires, logements, passeports ou cartes de résidents. À Pékin, de nombreux

Occidentaux font état de difficultés croissantes à être pris en charge par des taxis.

Tous ces phénomènes semblent très accentués dans la capitale, qui comme toujours vibre politiquement de façon plus forte que Shanghai ou Canton. Chacun appréhende la suite des événements et surtout l'année 2012, qui sera celle de la grande transition politique. Dans ce climat hautement volatile, le moindre événement pourrait être utilisé par un courant. Pour l'heure, aucune fédération des mécontentements n'est apparue et toutes les tentatives allant dans ce sens ont été désamorçées très en amont. Le gouvernement prône plus que jamais « l'harmonie sociale ».

Mais la multiplication d'incidents, toujours attribués à des « déséquilibres », donne une idée du malaise ambiant. En septembre 2009, une quinzaine de personnes sont frappées à l'arme blanche par des chômeurs de province (une touriste française est légèrement blessée) lors de deux attaques, près de Tiananmen. Au printemps 2010 c'est une véritable épidémie d'agressions d'écoliers qui survient dans plusieurs villes de province : au Fujian, Guangxi, Guangdong, Jiangsu, Shandong et Shaanxi. Au total, dix-huit enfants, dont des bébés, sont tués à coups de couteaux, ainsi que des professeurs ou des gardiens qui essayaient de s'interposer. Soixante-neuf personnes sont blessées, lors des six attaques perpétrées en deux mois. Chaque fois, les agresseurs finissent par se suicider ou bien sont abattus par la police ou alors condamnés à mort. Mais ces actes de revanche sur des victimes innocentes en disent long sur les perturbations qui parcourent la société chinoise et la mauvaise prise en charge des dépressifs ou des déséquilibrés mentaux. Les autorités s'interrogent sur la nécessité de rendre ces événements publics, afin d'éviter de susciter d'autres vocations morbides.

Depuis lors, une idée fait son chemin sur les blogs et les forums Internet : en dépit de la très forte croissance enregistrée au cours des trente dernières années et de l'amélioration réelle du niveau de vie général, le degré de bonheur national – pour lequel aucune mesure ne semble exister – n'a pas forcément augmenté. Alors qu'au début de l'année 2008, un sondage publié dans le *Quotidien de la jeunesse* de Pékin révélait que les jeunes Chinois étaient les plus optimistes de la planète, le climat s'est dégradé au cours des deux dernières années de la décennie. En dépit de sa volonté de continuer à avancer sur la voie de l'ouverture et des réformes, le gouvernement semble

désormais pris en étau de toutes parts. À plusieurs reprises, le Premier ministre a fait état devant des visiteurs étrangers de la très grande difficulté qu'il éprouvait à maintenir le calme dans son immense pays. Et ce qui paraissait être au départ un discours destiné à déminer les critiques internationales, sur la surévaluation du yuan ou la protection des droits de l'homme, apparaît de plus en plus perceptible dans son électrique réalité. Il semble que l'équipe au pouvoir doive trouver rapidement un nouveau cheval de bataille pour continuer à avancer...

Vers la réforme politique ?

Est-ce le sens des différents discours qui ponctuent cette année 2010 ?

Le 15 avril 2010, Wen Jiabao crée de nouveau la surprise en publiant en une de la version internationale du *Quotidien du Peuple* un long article où il explique que son principal mentor n'était autre que Hu Yaobang, le plus réformiste des responsables du parti communiste, écarté du pouvoir en janvier 1987 pour avoir refusé d'écraser le premier mouvement étudiant, favorable au retrait des troupes chinoises du Tibet et dont la mort brutale, le 15 avril 1989, a été à l'origine des événements de Tiananmen¹. La date de publication de l'article, vingt et un ans jour pour jour après le début du grand mouvement démocratique, dont l'évocation reste toujours tabou, est loin d'être neutre... Dans cet article, Wen raconte dans un style très personnel et émouvant, fort inhabituel chez les hauts dirigeants communistes, comment, lors d'un voyage au Guizhou au début de l'année 1986, il avait été mandaté par Hu Yaobang pour aller rendre visite de nuit à des paysans, dans un petit village proche de la ville de Xingyi, où la délégation officielle s'était arrêtée, afin de prendre conscience de leur véritable réalité. Loin des visites préparées par les autorités locales où personne, par corruption ou peur de représailles, n'ose aborder les vrais problèmes. Le Premier ministre profite de l'article pour inciter les cadres du Parti à rester proches des réalités de la population : « Hu Yaobang m'a appris que [...] les cadres dirigeants doivent absolument aller personnellement mener des enquêtes jusque dans les rangs les plus bas de la société. Expérimenter et observer la souffrance des gens, écouter leur voix et comprendre leur situation en recevant cette information de

1. Voir les chapitres sur les années 1987 et 1989.

première main. » Ces mots suscitent un important débat mais très vite l'article intégral disparaît des moteurs de recherche chinois.

En août, dans un nouvel acte très symbolique, encore plus loin. Profitant du trentième anniversaire économique spéciale de Shenzhen, inaugurée par Deng Xiaoping le 12 août 1980, Wen se rend dans cette ville du Sud et, devant des milliers d'auditeurs, prononce un discours où il appelle à la réforme économique s'opposant à la « régression et la stagnation » qui se fait jour dans la politique d'ouverture et de réformes, ainsi que les années juste écoulées. « La Chine est à une jonction, insiste-t-il. Sans les barrières de sécurité d'un régime politique, notre pays risque de perdre ce qu'il a gagné à la réforme économique et de passer à côté de la modernisation... Les droits démocratiques et légitimes doivent être garantis... Le problème de la concentration des pouvoirs sans supervision effective doit pouvoir être résolu par la réforme des institutions ! » ajoute le Premier ministre. « La mise en place de conditions permettant à la population de participer et de superviser le gouvernement, notamment grâce à la justice. Une nouvelle fois, la déclaration du ministre d'abord communiquée par les agences de presse de la Nouvelle Chine disparaît des moteurs de recherche. Le débat intellectuel qui avait déjà été interloqué par son discours d'avril entretient en ébullition.

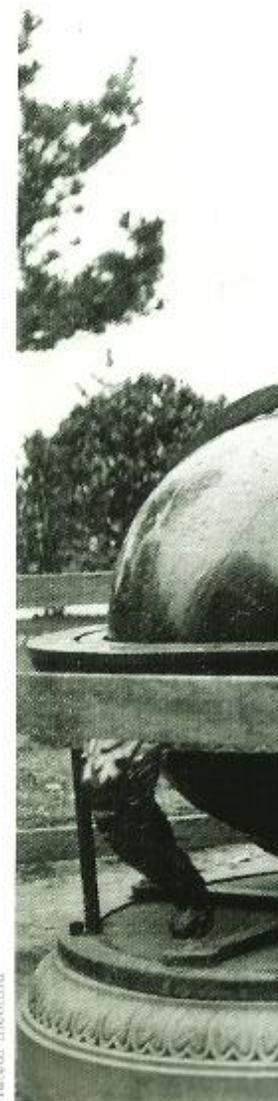
Mais le 6 septembre, le président Hu Jintao se rend à Shenzhen et dans un nouveau discours « récapitulatif » appelle à son tour à « l'expansion du socialisme », il précise qu'il s'agit de l'accélération de « d'un pays socialiste régi par la règle des lois »... « L'expérience d'un véritable « miracle » en passant d'un village de pêcheur à une ville de neuf millions d'habitants doit rester « une terre d'expérimentations pour de nouvelles réformes dans le domaine économique, politique, culturel et social », ajoute-t-il. Cette fois, le discours reste en ligne...

L'affaire rebondit le 8 octobre, lorsque le prix Nobel de la paix 2010 est décerné à Liu Xiaobo, un professeur de littérature incarcéré en principe jusqu'en 2020. Cet intellectuel a fait partie des initiateurs de la Charte 08. Cette pétition, lancée sur Internet en décembre



4. La Longue Marche.

qui guettaient la décision, sachant que Liu Xiaobo faisait partie des favoris ont néanmoins suivi la remise du prix en direct sur le site officiel du comité Nobel que la propagande n'avait pas pris soin de couper. Mais beaucoup de ceux qui avaient organisé au préalable des festivités à Pékin, Shanghai, Hangzhou ou Changsha, ont été interpellés par des policiers alors qu'ils se retrouvaient dans des restaurants. Ils ont été libérés au bout de quelques heures et cela n'a pas empêché des milliers d'autres partisans de l'ouverture de se réunir plus discrètement « pour fêter la bonne nouvelle ». Mais ce



considère Chen Yin, fin 1993. Cet ancien étudiant en droit, engagé dans le mouvement démocratique de Tiananmen, qui a échappé à la répression en partant au vert pendant plus de trente mois dans sa région d'origine, est revenu à Pékin en 1992 et a trouvé un emploi dans une société immobilière privée, créée depuis peu. Il gagne alors 3 000 yuans par mois (300 euros), ce qui est à l'époque considéré comme un très bon salaire. Ce secteur est en plein développement.

En effet, depuis le début de l'année, les Chinois ont le droit d'acheter leur logement auprès de leurs anciennes unités de travail qui cherchent à se délester de ce patrimoine et à s'enrichir. Le marché immobilier n'a pas encore décollé et le prix d'un deux-pièces à Pékin évolue entre 10 000 et 15 000 yuans (1 000 à 1 500 euros) ce qui devient un achat envisageable pour une famille de « classe moyenne ». Le prix du mètre carré est trois fois moins cher dans une capitale provinciale. La location reste encore très bon marché. Il faut compter 50 yuans (5 euros) seulement pour la location mensuelle d'un appartement équivalent.

Bien en a pris aux citadins prévoyants qui ont trouvé les moyens de rassembler cette somme. « À l'époque, mon unité de travail qui voulait vite s'enrichir m'a obligé à acheter trois appartements. J'étais furieux et j'ai tout fait pour éviter cet engagement qui me paraissait inutile », raconte en plaisantant Zhang, un chauffeur de taxi, au printemps 2010. « Mais à présent je les remercie ! Je travaille pour le plaisir. J'ai vendu l'un des trois appartements et joué l'argent que j'en ai retiré en bourse. J'ai beaucoup gagné. Je loue le second appartement avant de le donner à mon fils pour son mariage et j'occupe le troisième. »

Le prix du mètre carré a commencé à flamber à la fin des années 1990, s'appréciant de 25 à 30 % par an pour dépasser en 2010, dans un immeuble de qualité, 50 000 yuans le mètre carré (5 000 euros) dans l'enceinte du second périphérique, 35 000 entre le second et le troisième périphérique (3 500 euros), 25 000 au-delà du troisième (2 500 euros) et ainsi de suite, les prix diminuant en fonction du degré d'éloignement du centre-ville, rendant l'achat d'un appartement impraticable dans le centre pour la majorité des Chinois. Certains microquartiers ou immeubles particulièrement luxueux, ou encore les dernières cours carrées bien restaurées, atteignent des prix records de 80 000 yuans le mètre carré (8 000 euros) pas très éloignés de ceux des grandes capitales occidentales...

Le retour des concubines

Une vieille tradition a été réimportée par les Chinois de la diaspora : les concubines. Le phénomène qui semble surgir du passé réapparaît d'abord dans le sud de la Chine, principalement dans le Guangdong, à partir de 1992 (les communistes avaient interdit les concubines, lors de leur arrivée au pouvoir au début des années 1950). De nombreux hommes mariés de Hong-Kong ou Taïwan, qui viennent sur le continent pour affaires ou investir dans des usines, entretiennent une ou plusieurs jeunes Chinoises. Ils leur louent une chambre d'hôtel à l'année, leur laissent une rente pour s'acheter des vêtements ou aller dans les salons d'esthétique, puis progressivement leur achètent un appartement, une voiture, certains ont même des enfants.

Bientôt les Cantonais qui commencent à gagner de l'argent font de même et la concubine devient, pour les nouveaux riches chinois, un signe extérieur de réussite que les hommes aiment exposer, alors que leur épouse officielle retourne à la maison. À partir de 1993, la pratique remonte vers Shanghai, puis Pékin. Au milieu des années 1990, la mode s'est généralisée dans toute la Chine. De nombreuses jeunes femmes, y compris de jeunes étudiantes, ont ainsi volontairement renoué avec la tradition de leurs grands-mères, attirées par la facilité de gagner vite de l'argent.

Une différence est pourtant notable : les concubines d'aujourd'hui n'apparaissent pas dans le circuit familial officiel. Et le régime tente de s'opposer au retour de cette pratique jugée « féodale et décadente ». Mais il est difficile de lutter contre des milliers d'années de traditions ! De nombreux responsables politiques ont été sanctionnés dans le cadre des campagnes anticorruption pour « bigamie » ou « vie personnelle amoralisée », comme l'ancien vice-maire de Pékin qui s'est suicidé en 1996. En dépit des interdits, le phénomène des concubines s'est tellement développé que les députés, parmi lesquels siègent désormais plus de 20 % de femmes, désespérant de raisonner leurs compatriotes, ont décidé de les décourager de cette pratique en jouant sur leur corde sensible : l'argent. En 2001, la nouvelle « loi sur le mariage » a prévu d'accorder jusqu'à 90 % des biens d'un couple marié à l'épouse, si celle-ci demandait le divorce en raison de l'existence d'une concubine. Rien n'y a fait ! Aucune statistique fiable ne circule, mais les sociologues chinois estiment

que de plus en plus d'hommes mariés entretiennent aujourd'hui une concubine.

Les militaires font du business

Douze ans plus tôt, Deng Xiaoping, pour s'assurer de l'adhésion de l'armée à sa politique de réformes et d'ouverture, avait autorisé les officiers à reconvertir une partie de leurs installations militaires en activités civiles. Le message a été bien entendu et à la fin de la décennie 1980, l'armée dispose déjà d'un empire confortable, qui comprend des hôtels, des restaurants, des industries, notamment dans l'automobile... Mais alors que le reste de la société se jette à corps perdu dans cette course à l'enrichissement, les avantages en nature dont bénéficiaient jusque-là les officiers (logements et voitures de fonction, vêtements, nourriture, accès à des magasins comportant des produits introuvables sur le marché, éducation des enfants dans de bonnes écoles) paraissent soudain bien dérisoires, alors que leurs soldes n'augmentent guère.

Gagnée par la fièvre qui atteint toute la Chine, l'armée se lance à son tour dans les affaires ! Fin 1993, une étude interne estime que 70 % des bénéfices de l'industrie de défense proviennent d'activités privées. Le principal conglomérat d'armement, le groupe Norinco, qui regroupe cent cinquante-sept entreprises et huit cent mille employés, se distingue désormais davantage par son poids sur le marché des minibus que par sa production de tanks et de munitions !

Les autorités s'inquiètent de la multiplication de ventes illicites de matériel militaire, opérées de bas en haut de la hiérarchie. Les experts militaires estiment ainsi que les exportations de grande envergure effectuées par le groupe Poly échappent aux contrôles officiels grâce aux réseaux de relations dont bénéficient ses dirigeants, fils de cadres élevés du Parti...

Multiplication des jacqueries à la campagne

Les neuf cent millions de paysans chinois qui avaient été les premiers à profiter de la réforme économique, dès 1979, avec la décollectivisation des campagnes et l'autorisation des marchés libres, se sentent également exclus de cette seconde vague de réformes. Les provinces reculées ont échappé à la modernisation. Cent soixante millions de foyers vivent encore sans eau ni électricité.

Depuis 1992, les paysans rencontrent en outre des difficultés à être payés en liquide. Les succursales locales des banques ont préféré placer l'argent, débloqué par l'État pour le paiement des récoltes, que les paysans doivent livrer chaque année à prix fixe sur les marchés publics, dans des investissements plus rentables ! Les bureaux de poste ont, de la même manière, placé les mandats envoyés aux familles paysannes par un membre de leur famille établi en ville. Dans les deux cas, les paysans se voient proposer, au lieu d'argent frais, des certificats de paiement à terme rarement honorés. Les autorités centrales s'efforcent d'interrompre cette pratique sans grand succès.

Parallèlement, les campagnes subissent la loi des potentats locaux qui se sont affirmés avec la décentralisation. Les paysans doivent faire face à une multiplication de taxes et surtaxes arbitraires, officiellement motivées par des projets « collectifs » tels que des taxes sur l'entretien des arbres ou l'assainissement des cours d'eau, mais qui en réalité vont directement dans la poche des responsables locaux. Lors d'une réunion à Pékin le 22 juillet, les autorités centrales suppriment une trentaine de taxes jugées inutiles et rappellent que le maximum de prélèvement fiscal qui peut être exigé des paysans ne doit pas dépasser 5 % de leurs revenus.

Mais les cadres locaux restent tout-puissants. La paysannerie commence à manifester contre ces abus. Plus de quatre cents jacqueries sont répertoriées en 1993. Le phénomène ne cessera de se développer en dépit des rappels à l'ordre du gouvernement central. En 2005, dernière année où ces statistiques ont été publiées, plus de quatre-vingt-cinq mille jacqueries et mouvements sociaux dans les villes ont été enregistrés, ce qui porte le nombre de manifestations à plus de deux cent trente par jour, à l'échelle du pays...

C'est au Sichuan, la province la plus peuplée, mais aussi dans les provinces pauvres jouxtant les zones côtières à fort développement comme l'Anhui, le Guangxi, le Henan ou le Hunan, que les troubles sont les plus fréquents.

Apparition d'une « population flottante »

Alors que cet incroyable développement atteint les villes, les zones rurales restent fort en arrière et le décalage de revenus entre ruraux et citadins ne cesse de se creuser. Si le niveau de vie augmente cette année-là de 12 % dans les villes, il ne s'apprécie que de